



VINGTIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Composition et ordre du jour des
organes permanents et des réunions*****Table des matières***

	<i>Page</i>
Réunion tripartite sur la mise en valeur des ressources humaines, l'emploi et la mondialisation dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme	1
Réunion d'experts sur les principes directeurs de l'OIT concernant les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail	1
Réunion tripartite d'experts sur le VIH/SIDA et le monde du travail	2
Treizième réunion régionale asienne	5
Réunion d'experts sur la sécurité et la santé dans les industries de métaux non ferreux	5
Réunion tripartite sur la dimension sociale et les répercussions sur la main-d'œuvre de l'évolution des industries de la foresterie et du bois	6
Colloque international sur les moyens de renforcer la participation des travailleurs au système des Nations Unies et leur influence sur les institutions de Bretton Woods.....	7
Réunion tripartite d'experts sur la gestion du handicap sur le lieu de travail	8
Réunion paritaire sur l'impact de la décentralisation et de la privatisation sur les services municipaux	9
Réunion d'experts sur les statistiques du travail: statistiques sur le revenu et les dépenses des ménages (partie A) et indices des prix à la consommation (partie B).....	10
Forum global sur l'emploi.....	11
Réunion tripartite sur l'industrie de la construction au XXI ^e siècle: image de marque, perspectives d'emploi et qualifications professionnelles	11

Désignation d'une délégation du Conseil d'administration à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	12
Désignation d'une délégation du Conseil d'administration à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	12
Désignation de représentants du Conseil d'administration dans divers organes.....	13
Réunion tripartite sur la dimension sociale et les répercussions sur la main-d'œuvre de l'évolution des industries de la foresterie et du bois	13
Réunion paritaire sur l'impact de la décentralisation et de la privatisation sur les services municipaux	13

**Réunion tripartite sur la mise en valeur
des ressources humaines, l'emploi et
la mondialisation dans le secteur de
l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme**
(Genève, 2-6 avril 2001)

**Invitation d'une organisation internationale
non gouvernementale**

1. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation de Zonta International qui souhaite être invitée à participer à cette réunion en tant qu'observateur.
2. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter l'organisation citée ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateur.*

**Réunion d'experts sur les principes
directeurs de l'OIT concernant
les systèmes de gestion de la sécurité
et de la santé au travail**
(Genève, 19-27 avril 2001)

Invitation d'un organisme officiel

3. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation de l'Administration de la sécurité et de la santé des travailleurs du ministère du Travail des Etats-Unis qui souhaite être invitée à participer à cette réunion en tant qu'observateur.
4. *Le bureau du Conseil d'administration a autorisé le Directeur général à inviter l'organisme officiel cité ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateur.*

**Invitation d'organisations internationales
non gouvernementales**

5. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation des organisations internationales non gouvernementales suivantes qui souhaitent être invitées à participer à cette réunion en tant qu'observateurs:
 - International Federation of Non-Government Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse;
 - International Head College of Experts;
 - Institut international des sciences administratives.

6. *Le bureau du Conseil d'administration recommande que le Directeur général soit autorisé à inviter les organisations citées ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.*

Réunion tripartite d'experts sur le VIH/SIDA et le monde du travail (Genève, 14-22 mai 2001)

7. A la suite d'une demande urgente du Conseil d'administration à sa 279^e session (novembre 2000), le Conseil d'administration a décidé en décembre 2000 que la réunion citée ci-dessus aurait lieu à Genève (Suisse) du 14 au 22 mai 2001.

Ordre du jour

8. Le bureau du Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour suivant:
- Examiner, réviser et adopter un Recueil de directives pratiques sur le VIH/SIDA et le monde du travail.

Composition

9. Après consultation du bureau du Conseil d'administration, le Directeur général propose que cette réunion regroupe 12 participants désignés après consultation des gouvernements, 12 après consultation du groupe des employeurs et 12 après consultation du groupe des travailleurs du Conseil d'administration.
10. Afin d'obtenir les désignations gouvernementales, les gouvernements des pays suivants ont été contactés: Afrique du Sud, Brésil, Chine, Etats-Unis, Inde, Liban, Nigéria, Ouganda, Fédération de Russie, Sénégal, Suède et Thaïlande.
11. Le Directeur général soumet à présent les désignations suivantes.

Désignations faites après consultation des gouvernements

M. Carlos Antonio de Oliveira Aleixo (Brésil), agent et coordinateur des unités d'aide aux travailleurs dans le domaine du VIH/SIDA;

accompagné de:

M^{me} Maria de Fátima Alencar Fernandes D'Assunção, inspectrice du travail/coordinatrice de Nucleo Pro Dignidade;

M. Paulo Junqueira-Aguiar, consultant pour le programme national VIH/SIDA;

M. Felipe Costi Santarosa, deuxième secrétaire, mission du Brésil;

M^{me} Lu Xiaoping (Chine), directrice adjointe de la coopération multilatérale;

M^{me} Shri Uday Kumar Varma (Inde), directrice, National Labour Institute;

- M. Roger Rehayem (Liban), docteur en médecine interne, ministre du Travail;
- M. Paul Onyeneto Okwulehie (Nigéria), administrateur du projet VIH/SIDA;
- M. Victor Stepanov (Fédération de Russie), chef de section, ministère du Travail et du Développement social;
- M. Cheikh Faye (Sénégal), inspecteur du travail, ergonomiste et responsable du programme de santé sexuelle et reproductive en milieu professionnel;
- M^{me} Lisa Seftel (Afrique du Sud), Senior Manager, South African Department of Labour;
- M. Leif Aringer (Suède), médecin chef;
- M. Chaiyuth Chavalitnitkul (Thaïlande), expert principal sur les questions de santé et de sécurité au travail, ministère du Travail;
- M. Saul Onyango (Ouganda);
- M^{me} Cathryn Celeste Helm (Etats-Unis), coordinatrice du Global HIV/AIDS Workplace Program;
- accompagnée de:
- M. John Lang, mission des Etats-Unis;
- M. Robert Hagen, mission des Etats-Unis.

12. Le Conseil d'administration voudra sans doute approuver les désignations ci-dessus.

Désignations faites après consultation du groupe des employeurs du Conseil d'administration

- M. John Bates (Australie), Senior Industry Resources Advisor, Australian Entertainment Industry Association;
- M^{me} Ngarmbatina Odjimbeye (Tchad), membre du Comité d'administration, Conseil national du Patronat tchadien, présidente du Conseil d'administration LABOREX (entreprise pharmaceutique);
- M. Kamal Wahby (Egypte), consultant médical ESSO Standard N.E.;
- M. Axel Harwerth (Allemagne), responsable, entreprise DaimlerChrysler, projet DaimlerChrysler de lutte contre le SIDA;
- M. Ronald Laroche (Haïti), vice-président, affaires sociales, Association des industriels d'Haïti; directeur, développement des activités de santé en Haïti;
- M. Maher H. Alavi (Pakistan), Chairperson, Pakistan Red Crescent Society;
- M. Miguel Brumas (Panama), Miembro, Consejo Empresarial para la Prevención del VIH/SIDA;
- M. Lettie Lagrange (Afrique du Sud), Adviser, Health Services, Chamber of Mines;

M. Eric Jannerfeldt (Suède), conseiller médical, Confédération patronale suédoise;

M. Bruce Moats (Etats-Unis), Corporate Vice-President, Government Affairs, Levi Strauss and Co.;

M. Dennis Zulu (Zambie), Research Specialist, Zambia Federation of Employers;

M. John W. Mufukare (Zimbabwe), Executive Director, Employers' Confederation of Zimbabwe.

Suppléants

M^{me} Chen Ying (Chine), directrice générale adjointe, Confédération des entreprises chinoises;

M. Jan Fertek (République tchèque), directeur, Nemocnice Pardubice;

M. Pedro Luis Franco (Colombie), Abogado – Asesor Laboral de Empresas, Miembro del Comité de Laboristas de ANDI Consultores Laborales;

M^{me} Guilaine Victor Malebranche (Haïti), directrice exécutive, Association des industries d'Haïti;

M. Laval Wong Moi Sang (Maurice), conseiller pour les questions environnementales et les relations professionnelles, santé et sécurité au travail, Fédération des employeurs de Maurice;

M^{me} Simonee Shihepo (Namibie), Occupational Health Education and Awareness Programme Coordinator, Chamber of Mines of Namibia;

M. J.N. van Charante (Suriname), Managing Director, Foundation of Occupational Health;

M. Francis Michael Masanje (République-Unie de Tanzanie), Coordinator HIV/AIDS intervention programme, Tanganyika Wattle Hospital Co. Ltd.;

M. Chris Katorogo (Ouganda), responsable formation/commercialisation pour les activités VIH/SIDA, Federation of Uganda Employers;

M. John T. Herbert (Etats-Unis), Vice-President, Corporate Human Resources Strategy and Policy, Pfizer Inc.;

M. Jorge Basso Garrido (Uruguay), Médico del Programa Nacional de SIDA.

13. *Le Conseil d'administration voudra sans doute approuver les désignations ci-dessus.*

Treizième réunion régionale asiatique (Bangkok, 28-31 août 2001)

Invitation d'organisations internationales non gouvernementales

14. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation des organisations internationales non gouvernementales suivantes qui souhaitent se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Confédération générale des syndicats;
 - International Federation of Non-Government Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse.
15. Le bureau du Conseil d'administration a autorisé le Directeur général à inviter les organisations citées ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.

Réunion d'experts sur la sécurité et la santé dans les industries de métaux non ferreux (Genève, 28 août – 4 septembre 2001)

Invitation d'organisations intergouvernementales

16. Le Directeur général compte inviter les organisations intergouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Commission européenne;
 - Groupe d'études international du plomb et du zinc;
 - Groupe international du cuivre;
 - Groupe international du nickel;
 - Organisation mondiale de la santé.

Invitations d'organisations internationales non gouvernementales

17. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation des organisations internationales non gouvernementales suivantes qui souhaitent se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Association européenne des métaux;
 - Commission internationale de la santé du travail;
 - Conseil international des métaux et de l'environnement;

- Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie;
- International Occupational Hygiene Association;
- Association internationale de la sécurité sociale.

18. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations citées ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.*

Réunion tripartite sur la dimension sociale et les répercussions sur la main-d'œuvre de l'évolution des industries de la foresterie et du bois

(Genève, 17-21 septembre 2001)

Invitation d'organisations intergouvernementales

19. Le Directeur général a l'intention d'inviter les organisations intergouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
- Centre du commerce international;
- Organisation internationale des bois tropicaux;
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
- Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies;
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;
- Banque mondiale.

Invitation d'organisations internationales non gouvernementales

20. Le Directeur général propose d'inviter les organisations internationales non gouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:

- European Network of Forestry Entrepreneurs;
- Fédération des syndicats des travailleurs des industries forestières de la Communauté des Etats indépendants;
- Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois;
- Conseil économique mondial pour le développement durable.

21. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations mentionnées ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.*

**Colloque international sur les moyens
de renforcer la participation des travailleurs
au système des Nations Unies et leur influence
sur les institutions de Bretton Woods**
(Genève, 24-28 septembre 2001)

22. Des crédits sont prévus dans le programme et budget pour 2000-01 pour l'organisation d'un Colloque international sur les moyens de renforcer la participation des travailleurs au système des Nations Unies et leur influence sur les institutions de Bretton Woods. Ces crédits concernent une réunion de cinq jours à laquelle participeront 30 représentants syndicaux. Selon le programme des réunions approuvé par le bureau du Conseil d'administration en novembre 1999, cette réunion aura lieu à Genève du 24 au 28 septembre 2001.
23. La réunion devrait débattre de l'évolution des relations entre les syndicats et les organes pertinents du système des Nations Unies ainsi que des implications des propositions tendant à augmenter l'implication des partenaires sociaux dans des organisations comme l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Elle cherchera à mettre au point des stratégies renforçant les avantages que les travailleurs peuvent obtenir de l'attitude plus favorable au dialogue avec les syndicats qui existe aux niveaux les plus élevés du FMI et de la Banque mondiale; à influencer les positions du FMI et de la Banque mondiale sur les normes fondamentales du travail et les questions sociales et à concrétiser ces positions dans des programmes et mesures impliquant les institutions de Bretton Woods et le mouvement syndical; enfin, à renforcer l'impact des politiques économiques mondiales prônées par le mouvement syndical mondial.

Ordre du jour

24. Le Directeur général propose l'ordre du jour suivant:
1. Impact de la mondialisation et nécessité de donner une dimension sociale aux politiques internationales en matière de commerce et de finance.
 2. Examen des mandats, évolutions, rôle et politiques des institutions de Bretton Woods, de l'OMC et de la CNUCED.
 3. Impact des politiques économiques des institutions de Bretton Woods et des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national.
 4. Analyse et évaluation des stratégies syndicales tendant à influencer sur l'élaboration des politiques des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods.
 5. Mesures et plans d'action stratégiques devant être examinés par les syndicats pour renforcer leur aptitude à participer au dialogue social au sein du système des Nations Unies et avec les institutions de Bretton Woods, de même qu'avec les différents gouvernements qui constituent ces institutions, afin de garantir que les organismes

des Nations Unies et institutions de Bretton Woods encouragent le respect des normes internationales du travail.

25. *Le bureau du Conseil d'administration recommande que le Conseil d'administration approuve l'ordre du jour ci-dessus.*

Composition

26. Il est proposé, comme prévu dans le programme et budget, que le colloque réunisse 30 représentants syndicaux, désignés après consultation du groupe des travailleurs du Conseil d'administration et provenant de pays industrialisés ainsi que de pays en développement d'Afrique, des Amériques, d'Asie, du Pacifique, d'Europe et des pays arabes.

27. *Le bureau du Conseil d'administration recommande au Conseil d'administration d'approuver la formule de composition ci-dessus.*

Réunion tripartite d'experts sur la gestion du handicap sur le lieu de travail (Genève, 3-12 octobre 2001)

Invitation d'organisations intergouvernementales

28. Le Directeur général à l'intention d'inviter les organisations intergouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:

- Conseil de l'Europe;
- Commission européenne;
- Commission de développement social de l'Organisation des Nations Unies;
- Haut Commissariat aux droits de l'homme;
- Organisation mondiale de la santé.

Invitation d'organisations internationales non gouvernementales

29. Le Directeur général propose d'inviter des organisations internationales non gouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en qu'observateurs:

- Organisation internationale des personnes handicapées;
- Forum européen des personnes handicapées;
- Confédération générale des syndicats;
- Inclusion International;
- Conseil international des infirmières;

-
- International Federation of Non-Government Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse;
 - Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales;
 - Institut international des sciences administratives;
 - International Organization for the Provision of Work for Persons with Disabilities and Who are Occupationally Handicapped;
 - Fédération mondiale pour la santé mentale;
 - Réhabilitation Internationale;
 - Association mondiale pour la réadaptation psychosociale;
 - Fédération mondiale des sourds;
 - Union mondiale des aveugles.

30. *Le bureau du Conseil d'administration recommande que le Directeur général soit autorisé à inviter les organisations ci-dessus à se faire représenter à la réunion en qu'observateurs.*

Réunion paritaire sur l'impact de la décentralisation et de la privatisation sur les services municipaux (Genève, 15-19 octobre 2001)

Invitation d'organisations intergouvernementales

- 31.** Le Directeur général a l'intention d'inviter les organisations intergouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Organisation de coopération et de développement économiques;
 - Organisation des Nations Unies;
 - Programme des Nations Unies pour le développement;
 - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;
 - Banque mondiale;
 - Organisation mondiale de la santé.

Invitation d'organisations internationales non gouvernementales

- 32.** Le Directeur général propose d'inviter les organisations internationales non gouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:

- Internationale de l'éducation;
- Confédération internationale des fonctionnaires;
- Conseil international des infirmières;
- Fédération internationale du personnel des services publics;
- Institut international des sciences administratives;
- Union internationale des villes et pouvoirs locaux;
- Internationale des services publics;
- Confédération syndicale mondiale de l'enseignement.

33. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations mentionnées ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.*

**Réunion d'experts sur les statistiques du travail: statistiques sur le revenu et les dépenses des ménages (partie A) et indices des prix à la consommation (partie B)
(Genève, 22-31 octobre 2001)**

Invitation d'un organisme officiel

34. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation de l'organisme officiel suivant qui souhaite être représenté à la réunion en tant qu'observateur:

- Australian Bureau of Statistics.

35. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter l'organisme mentionné ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateur.*

Invitation d'organisations intergouvernementales

36. Le Directeur général a l'intention d'inviter les organisations intergouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:

- Groupe technique d'experts sur les indices des prix à la consommation;
- Programme des Nations Unies pour le développement;
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation des Nations Unies;

Invitation d'organisations internationales non gouvernementales

37. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation des organisations internationales non gouvernementales suivantes qui souhaitent se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Institut international des sciences administratives;
 - Confédération générale des syndicats.
38. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.*

Forum global sur l'emploi (Genève, 1^{er}-3 novembre 2001)

39. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation des organisations internationales non gouvernementales suivantes qui souhaitent se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Confédération générale des syndicats;
 - Union des associations internationales.
40. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.*

Réunion tripartite sur l'industrie de la construction au XXI^e siècle: image de marque, perspectives d'emploi et qualifications professionnelles (Genève, 10-14 décembre 2001)

Invitation d'organisations intergouvernementales

41. Le Directeur général a l'intention d'inviter les organisations suivantes à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Centre des Nations Unies pour les établissements humains;
 - Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement;
 - Banque mondiale;
 - Organisation mondiale du commerce.

Invitation d'organisations internationales non gouvernementales

42. Le Directeur général a reçu une demande d'invitation des organisations internationales non gouvernementales suivantes qui souhaitent se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs:
- Confederation of International Contractors' Associations;
 - Institut international de la construction;
 - Fédération mondiale des organisations de la construction et du bois;
 - Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois.
43. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations ci-dessus à se faire représenter à la réunion en tant qu'observateurs.*

Désignation d'une délégation du Conseil d'administration à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Bruxelles, 14-20 mai 2001)

44. Le bureau du Conseil d'administration a décidé de désigner une délégation tripartite, composée d'un membre de chaque groupe, à la conférence mentionnée ci-dessus.
45. *Le bureau du Conseil d'administration recommande que le Conseil d'administration désigne les membres de la délégation.*

Désignation d'une délégation du Conseil d'administration à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban, 31 août – 7 septembre 2001)

46. Le bureau du Conseil d'administration a décidé de désigner une délégation tripartite, composée d'un membre de chaque groupe, à la conférence mentionnée ci-dessus.
47. *Le bureau du Conseil d'administration recommande que le Conseil d'administration désigne les membres de la délégation.*

Désignation de représentants du Conseil d'administration dans divers organes

Réunion tripartite sur la dimension sociale et les répercussions sur la main-d'œuvre de l'évolution des industries de la foresterie et du bois

(Genève, 17-21 septembre 2001)

48. *Le Conseil d'administration voudra sans doute désigner son représentant, qui présidera également la réunion précitée. Conformément à la pratique habituelle, ce représentant devrait être désigné parmi les membres employeurs du Conseil d'administration*¹.

Réunion paritaire sur l'impact de la décentralisation et de la privatisation sur les services municipaux

(Genève, 15-19 octobre 2001)

49. *Le Conseil d'administration voudra sans doute désigner son représentant, qui présidera également la réunion précitée. Conformément à la pratique habituelle, ce représentant devrait être désigné parmi les membres travailleurs du Conseil d'administration*².

Genève, le 27 mars 2001.

Points appelant une décision: paragraphe 2;
 paragraphe 4;
 paragraphe 6;
 paragraphe 12;
 paragraphe 13;
 paragraphe 18;
 paragraphe 21;
 paragraphe 25;
 paragraphe 27;
 paragraphe 30;
 paragraphe 33;
 paragraphe 35;

¹ La dernière désignation de ce type, qui a été faite à la 277^e session du Conseil d'administration (mars 2000), était celle de M^{me} Sasso-Mazzufferi (membre employeur), qui a été désignée pour représenter le Conseil d'administration à la Réunion tripartite sur les pratiques de travail dans les industries de la chaussure, du cuir, des textiles et de l'habillement (Genève, 16-20 octobre 2000).

² La dernière désignation de ce type, qui a été faite à la 279^e session du Conseil d'administration (novembre 2000), était celle de M. Mansfield (membre travailleur), qui a été désigné pour représenter le Conseil d'administration à la Réunion tripartite sur l'incidence sur l'emploi des fusions et des acquisitions dans le secteur des services bancaires et financiers (Genève, 5-9 février 2001).

paragraphe 38;
paragraphe 40;
paragraphe 43;
paragraphe 45;
paragraphe 47;
paragraphe 48;
paragraphe 49.